

PROPOSITION DE COMMUNICATION

**ACCES A L'ENERGIE ET MAITRISE ENERGETIQUE:
QUELLES OPTIONS POUR UNE AFRIQUE DURABLE ET INCLUSIVE ?
CAS DU MAROC ET DU PARTENARIAT SUD-SUD**

PAR

MAJID KAISSAR EL GHAIB, PH.D.

LE STATUT ET LES COORDONNEES PROFESSIONNELLES DE L'AUTEUR

Titulaire d'un **Ph.D. du Massachusetts Institute of Technology (MIT)** et d'un diplôme **d'ingénieur de l'Ecole Centrale de Lyon** et de **l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées**, l'auteur a commencé son parcours professionnel au sein du **bureau d'études américain Ardaman & Assoc.**, filiale d'un des plus grands cabinets d'ingénierie américains dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables, le groupe Tetra Tech.

De retour au Maroc, Monsieur EL GHAIB a rejoint le **Ministère de l'Equipement** duquel il a été détaché au sein du plus grand bureau d'études marocain **Conseil, Ingénierie et Développement (CID)**, pour la conduite de grands projets de développement durable dans le secteur des ressources en eau.

Durant la dernière décennie, son parcours a été rehaussé par son expérience managériale de haut niveau en tant que **Directeur Général de l'Office National des Pêches du Maroc (ONP)**, établissement public marocain en charge du secteur halieutique. Cette expérience a été marquée par la réalisation de nombreux projets structurants tant au niveau interne à l'établissement qu'au niveau de la filière pêche marocaine, où l'ONP s'est affirmé comme un opérateur incontournable dans la mise en œuvre des projets pour le développement durable du secteur halieutique au Maroc.

Actuellement, M. EL GHAIB est **Président d'OMEGA Holding**, société de gestion et de participation dont le portfolio de projets en cours d'implémentation est de 720 Millions de DH. Il est également **Directeur de l'Institut de l'Innovation Sociale et du Développement Durable à ESCA Ecole de Management**, et enseigne les cours de «Gouvernance d'Entreprise», de «Business Ethics», de «Développement Durable et Responsabilité Sociale de l'Entreprise» et d' « Innovation Sociale ».

M. EL GHAIB est également **Président d'Enactus Morocco**, association à but non lucratif qui a pour mission de favoriser le progrès social à travers l'action entrepreneuriale, et cela en encadrant les étudiants volontaires afin qu'ils contribuent substantiellement au développement durable de leur pays en tant que futurs leaders entreprenants, innovants, éthiques et socialement responsables.

Coordonnées :

Nom : EL GHAIB

Prénom : Majid Kaissar

Institution (Laboratoire et université) : ESCA Ecole de Management - Casablanca

Adresse professionnelle : 7, Rue Abou Youssef El Kindy, Bd Moulay Youssef –
20 070 Casablanca - Maroc

Membre du RIODD : Oui

Email : melghaib@esca.ma

Portable : +(212) 661 17 10 67

RESUME ET MOTS CLES

L'accès à l'énergie et la maîtrise énergétique constituent un défi majeur pour le développement durable des pays africains. Malgré un potentiel énorme en énergies fossiles et renouvelables, l'Afrique présente des déficits énergétiques importants. Le manque d'accès à des sources d'électricité fiables entrave fortement tant le processus d'industrialisation que celui du développement humain des pays africains. L'utilisation généralisée et non durable des ressources en bois constitue également une menace grave pour le continent. Le présent article propose un cadre stratégique global pour l'accès à l'énergie et la maîtrise énergétique spécifique aux pays africains. Ce cadre s'appuie sur l'adoption d'une vision nationale basée sur l'utilisation optimale des sources d'énergies renouvelables disponibles et sur l'efficacité énergétique. Au niveau régional, ce cadre préconise l'élaboration d'un partenariat élargi afin de mettre en place des projets de grande envergure et de bénéficier des économies d'échelle. Au niveau local, le cadre s'appuie sur des partenariats Entreprise-Communauté pour mettre à disposition des populations rurales et des plus démunies des solutions innovantes d'accès à des énergies fiables et à bas coût. Il suppose une implication forte des parties prenantes selon une logique gagnante (Etat stratège et démocratique, Entreprises citoyennes et responsables, Société civile consciente et engagée). Une illustration de ce concept est faite en prenant le cas du Maroc, pays non producteur de pétrole, qui ambitionne d'arriver au niveau national à mix énergétique où les énergies renouvelables représenteront 52% à l'horizon 2030, et qui est arrivé à un taux d'électrification des villages ruraux de 98%.

Mots clés : Afrique, Développement durable, Energies renouvelables, Maîtrise énergétique, Innovation sociale.

PLAN DETAILLE DE LA COMMUNICATION FINALE PREVUE

ACCES A L'ENERGIE ET MAITRISE ENERGETIQUE:

QUELLES OPTIONS POUR UNE AFRIQUE DURABLE ET INCLUSIVE ?

CAS DU MAROC ET DU PARTENARIAT SUD-SUD

1. Préambule
2. Le contexte africain
 - 2.1. L'Afrique comme nouvelle frontière de la croissance mondiale
 - 2.2. Potentiel énergétique des pays africains
 - 2.3. Demande énergétique africaine
3. Développement durable en Afrique : Revue de la littérature
 - 3.1. De la nécessité de préserver les ressources naturelles pour les générations futures
 - 3.2. La responsabilité sociale des entreprises en Afrique
 - 3.3. L'entrepreneuriat social et l'innovation sociale comme contribution au développement durable et inclusif en Afrique
 - 3.4. Les investissements socialement responsables comme outils de financement de l'économie verte des pays africains
 - 3.5. Les offsets et les compensations industrielles comme alternatives de financement
 - 3.6. De la responsabilité sociale des Etats en Afrique
 - 3.7. Du besoin de mécanismes de concertation avec les populations locales
 - 3.8. De l'éducation et de la formation des leaders africains de demain
4. Cadre stratégique pour l'accès à l'énergie et la maîtrise énergétique spécifique aux pays africains
 - 4.1. Des parties prenantes engagées dans une logique gagnante : Etat-Société civile-Entreprise
 - 4.2. Un Etat stratège et visionnaire
 - 4.3. Des partenariats régionaux pour une plus grande économie d'échelle
 - 4.4. L'innovation sociale et la RSE au service du développement inclusif et durable en Afrique
5. Cas du Maroc
 - 5.1. Vision 2030 et réformes institutionnelles
 - 5.2. Partenariats au niveau du Maghreb et de l'UE
 - 5.3. Réalisations au niveau rural
 - 5.4. Partenariat Sud-Sud
6. Conclusion

SYNTHESE

Question de départ posée :

L'Afrique est un continent d'avenir qui dispose de richesses importantes. Elle offre une multitude de ressources naturelles allant des hydrocarbures à l'agriculture en passant par les ressources minières et forestières. A cela s'ajoute son potentiel énergétique non encore pleinement exploité lié à ses grands fleuves, mais également à ses immenses zones désertiques. Enfin, la population africaine est constituée d'un potentiel humain jeune qui avoisine le milliard d'habitants et qui doublera d'ici à 2050.

Durant la dernière décennie, et à cause de la hausse des cours mondiaux des matières premières, l'Afrique a connu une croissance économique soutenue et une forte augmentation de son PIB moyen par habitant. C'est ainsi que le continent a commencé à voir se former une classe moyenne importante capable de constituer un marché de consommation solvable et attractif.

Dans cet environnement économique en pleine croissance, l'Afrique est devenue également un grand chantier de construction d'infrastructures de base pour rattraper son retard accumulé dans ce sens et satisfaire ses besoins de développement. C'est le cas plus particulièrement de l'accès à l'énergie et la maîtrise énergétique qui restent des défis majeurs pour le développement durable des pays africains. En effet, et malgré un potentiel énorme en énergies fossiles et renouvelables, l'Afrique présente des déficits énergétiques importants. Le manque d'accès à des sources d'électricité fiables entrave fortement tant le processus d'industrialisation que celui du développement humain des pays africains. L'utilisation généralisée et non durable des ressources en bois constitue également une menace grave pour le continent; cela contribue non seulement à la déforestation et la désertification, mais peut également avoir un impact social tant sur la production et la sécurité alimentaire, que sur l'hygiène de vie et la santé des femmes dans le milieu rural.

La question posée par l'article est de savoir comment et sous quelles conditions les pays africains peuvent mettre en place un cadre stratégique pour l'accès à l'énergie et la maîtrise énergétique. Plus particulièrement, quels rôles doivent jouer chacune des parties prenantes (Etat, Entreprise, Société civile) pour pallier les déficits du marché et les dysfonctionnements sociaux, environnementaux, économiques, voire même politiques qui menacent le développement durable et inclusif de l'Afrique, et permettre la mutation de l'économie des pays africains d'une dépendance énergétique vers une plus grande maîtrise énergétique base d'une économie durable et inclusive?

Idée-force ou thèse est défendue :

Une stratégie d'accès à l'énergie et de maîtrise énergétique en Afrique ne peut réussir que si les trois parties prenantes (**Etat/Entreprises/Société civile**) sont impliquées et fortement engagées. Chacune des parties joue un rôle important dans sa contribution au développement durable du pays dans une logique de processus vertueux définissant les droits et obligations de chacune des parties prenantes tout en permettant un contrôle mutuel entre parties. Le cadre stratégique proposé suppose un Etat stratège et démocratique capable d'adopter une vision nationale basée sur l'utilisation optimale des sources d'énergies renouvelables disponibles et sur l'efficacité énergétique. Il suppose également un Etat capable de saisir les opportunités régionales pour développer des projets d'envergure et gagner en économie d'échelle. Enfin, il suppose des entreprises citoyennes et responsables et une société civile consciente et engagée capables de construire ensemble des partenariats gagnant-gagnant pour mettre à disposition des populations rurales des solutions innovantes d'accès à des énergies fiables et à bas coût.

Problématique mobilisée (éléments théoriques ou conceptuels sur lesquels elle s'appuie) :

- Le concept de « **développement durable** » comme mode de développement qui vise à produire des richesses tout en veillant à réduire les inégalités sociales (et la fracture sociale entre pays développés et en voie de développement) et en protégeant l'environnement.
- La notion de « **RSE** » comme déclinaison à l'échelle de l'entreprise des principes de développement durable, et comme cadre d'action, éthique et transparent, qui tient compte des attentes des parties prenantes et qui intègre les contraintes sociales, environnementales et économiques.
- La notion de « **responsabilité sociale de l'Etat** » comme *approche de gouvernance qui implique les citoyens et organisations de la société civile dans la prise des décisions publiques et dans la responsabilisation des gouvernements pour leurs actes de gestion des ressources publiques. Il s'agit d'un moyen de faire fonctionner plus efficacement les pouvoirs publics, en permettant aux citoyens de mieux articuler leurs besoins, d'exiger une plus grande inclusion dans les activités du gouvernement* (Banque Mondiale). La pratique de responsabilité sociale de l'Etat permet également, à travers le principe de transparence et de reddition des comptes de l'élite politique, de faciliter l'inclusion des citoyens dans le processus de démocratisation et de développement durable.
- L'« **innovation sociale** » comme contribution au développement durable et inclusif, et qui, à travers une démarche entrepreneuriale, apporte des réponses nouvelles, efficaces et systémiques auxquels ni l'Etat, ni le marché ne peuvent répondre seuls.
- La démarche du « **Human Centred Design** » (Design Thinking appliqué à l'innovation sociale) comme approche participative ascendante pour adopter des solutions désirables par la communauté, opérationnellement faisables, écologiquement responsables et économiquement viables.
- Les « **principes de l'éducation en management responsable** » (PRME) comme démarche de promotion d'une éducation et d'une recherche académique responsables.

Quel état de l'art est supposé :

A notre connaissance, aucune référence bibliographique ne présente de cadre stratégique global pour l'accès à l'énergie et la maîtrise énergétique et encore moins de cadre stratégique spécifique pour l'Afrique. Le cadre proposé par l'article fait intervenir les trois parties prenantes (Etat, Entreprise, Société civile) et présente le rôle de chacune des parties vis-à-vis des autres et les relations entre elles. Les références bibliographiques existantes traitent généralement du rôle des parties prenantes de manière indépendante et ne les relient que partiellement, voire nullement : Rôle de l'entreprise à travers la RSE, et rôle de l'Etat en tant que régulateur ou en tant que fournisseur /prestataire de service. **Notre contribution** se situe au niveau de l'introduction de la notion de responsabilité sociale de l'Etat, telle qu'elle est définie plus haut par la Banque Mondiale, et qui permet de définir le rôle de l'Etat dans l'implication de la société civile dans les prises de décisions publiques et la responsabilisation des gouvernements au niveau des actes de gestion des ressources publiques. Ce rôle de l'Etat, s'il peut être passé sous silence dans le cas des pays développés, revêt une importance capitale dans le cas des pays africains. Dans le cadre d'un nouveau contrat social, l'Etat en Afrique doit permettre la mise en place d'un système politique ouvert, participatif, inclusif et responsable, condition sine qua non pour faire adhérer les citoyens et avoir leur soutien en faveur des réformes engagées et des objectifs de développement adoptés. L'Etat doit ainsi favoriser la participation active des citoyens en favorisant la liberté d'expression, les élections libres et indépendantes et la liberté d'association, donnant des garanties importantes aux citoyens et à la société civile et permettant ainsi un engagement fort de leur part. Finalement, le mode de concertation avec la société civile doit être de type participatif ascendant, et cela que ce soit par rapport aux projets implantés par l'Etat ou par les entreprises. Le Human Centred Design (Design Thinking appliqué à l'innovation sociale) s'y prête parfaitement.

QUELQUES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Banque Africaine de Développement : « Africa in 50 years' time – The road towards inclusive growth », Septembre 2011
2. Banque Mondiale : « La compétitivité de l'Afrique », 2013
3. Banque Mondiale : « Promouvoir la responsabilité sociale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord - Enseignements tirés des transitions politiques et économiques passées ». Novembre 2011
4. Brown Tim and Wyatt Jocelyn: "Design Thinking for Social Innovation". Stanford Social Innovation Review. Winter 2010
5. Elkington, John: "Cannibals with Forks: Triple Bottom Line of 21st Century Business", Oxford, Capstone Publishing Limited. 1997
6. Forum International des Pionniers de la RSE en Afrique : « Manifeste de Douala sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises en Afrique », Novembre 2011
7. Gro Harlem Brundtland, Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement : « Notre Avenir à Tous », 1987
8. International Standard:"ISO 26000, Guidance on social responsibility"first edition, 2010
9. José Maillet et Judy Frels : « Rendre les multinationales plus vertueuses ». L'Expansion Management Review. No151. Décembre, 2013.
10. Kauffmann Céline : "Energy and poverty in Africa". Policy Insights No. 8. OECD 2005
11. Lindgart Zhenya, Woods Wendy, Hendren Charles et Thickett Brenda : "Business Model Innovation: Ten lessons from Nonprofits."Boston Consulting Group, July 2013
12. Nidumolu Ram, Prahalad C.K. et Rangaswami M.R.: « Why sustainability is now key driver of innovation ». Harvard Business Review, 2009
13. Shuaihua Cheng et Guoyong Liang : " Social responsibility of chinese investment in Africa: What does it mean for EU-China cooperation on development policy towards Africa?". Trade Negotiations Insights, Issue 3, Volume 10, Mai 2011